



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

2^{ème} Commission Permanente sur la Coopération Economique, Sociale et Environnementale

Groupe d'Etude Spécial sur la Gestion des Crises

La Gestion des Catastrophes en Méditerranée

Rapporteur : M. José Junqueiro (Portugal)

*Résolution approuvée par consensus par la 2^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 25 juin 2009 à Lisbonne*

- Rappelant la Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU AGNU A/RES/46/182 (et les suivantes) sur le Renforcement de la Coordination de l'Aide humanitaire d'urgence des Nations Unies;
 - Prenant en considération le travail de grande valeur effectué par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (BCAH);
 - Notant le mécanisme de protection civile de la Commission européenne;
 - Notant le Programme Euromed de prévention, de réduction et de gestion des catastrophes naturelles et d'origine humaine ;
 - Notant EUR-OPA, l'Accord Ouvert partiel du Conseil de l'Europe qui inclue de nombreux pays du Sud de la Méditerranée,
 - Rappelant le rôle unique joué par les sociétés nationales de la Fédération internationale de la Croix rouge et du Croissant rouge,
- I. Prend note des mécanismes de protection civile existants entre les pays de l'APM membres de l'ONU et de l'Union européenne,
 - II. Prend note des accords bilatéraux et régionaux de mécanismes de protection civile existants dans le sud de la Méditerranée,
 - III. Souligne les degrés divers de niveaux de préparation aux catastrophes parmi les Etats-membres de l'APM,

- IV. Regrette l'absence de mécanisme de coordination efficace entre les acteurs nationaux, régionaux et internationaux sur les questions de protection civile dans la région méditerranéenne dans son ensemble,
- V. Demande aux autorités nationales compétentes de tenir des réunions d'informations à l'attention des parlementaires en présence d'experts nationaux et internationaux sur l'état actuel de préparation aux catastrophes dans les pays membres de l'APM ,
- VI. Demande aux parlementaires de la région de suivre l'état de préparation aux catastrophes dans leur pays et de participer à des réunions sur la gestion des catastrophes au niveau régional et international,
- VII. Suggère aux parlements de la région d'accueillir des séminaires régionaux sur la question pour assurer le transfert de connaissances et de bonnes pratiques entre tous les Etats-membres de l'APM, et ce afin de débattre des mécanismes existants de coopération régionale en la matière et/ou de renforcer ces mêmes mécanismes,
- VIII. Demande instamment aux autorités compétentes d'inclure l'identification géographique du risque, la prévention et la réduction de risque dans leurs politiques de protection civile,
- IX. Prie instamment les gouvernements et les parlements des pays membres de l'APM d'agir pour accélérer la mise en place, sous l'égide du groupe intergouvernemental de coordination géographiquement compétent' (GIC/SATANEM), d'un système efficace et cohérent d'alerte rapide aux tsunamis en Méditerranée,
- X. Appelle à de plus nombreuses consultations avec les organes des Nations Unies compétents tels que le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (BCAH) et la Stratégie Internationale des Nations Unies pour la Prévention des Catastrophes (ISDR) afin d'accroître la synergie entre tous les organes experts en matière de réponse rapide aux catastrophes,
- XI. Souligne l'importance d'une formation adéquate pour tout le personnel impliqué dans la gestion des crises,
- XII. Demande à ce que soient régulièrement organisés des exercices de simulation comprenant des équipes étrangères et/ou des organismes régionaux et internationaux,
- XIII. Demande à ce que les législations nationales soient, le cas échéant, révisées afin d'améliorer la situation actuelle, et formulent des demandes pour des ressources adéquates (financières et en personnel) pour la prévention et la réponse rapide aux catastrophes,
- XIV. Apelle les parlementaires et les autorités compétentes à contribuer à accroître la sensibilisation du public sur les catastrophes naturelles et causées par l'homme, y compris auprès des groupes vulnérables.